

Lettre Flash N°74



LES IUT AU BORD DE L'IMPLOSION ?

Dans les IUT, comme dans les autres composantes des universités, la rentrée 2023 s'annonce particulièrement compliquée avec le déploiement sans moyens supplémentaires de la troisième année des Licences professionnelles-Bachelor universitaire de technologie (LP-BUT) , et, dans un contexte rendu particulièrement explosif par la mise en place du RIPEC – qui ne s'applique pas aux PRAG-PRCE-PLP qui sont des collègues très investies dans le fonctionnement des IUT –, par les incertitudes sur le devenir des instances nationales (CCN-IUT et CPN) [1],[2] et par les questions de passerelles entrantes comme sortantes qui demeurent très floues.

Rappelons que depuis 2017 et l'ouverture de discussions sur la professionnalisation des formations, le SNESUP-FSU a défendu la construction d'une véritable licence technologique à double finalité : poursuite d'études, avec une entrée de droit en master, et insertion professionnelle. Ce diplôme devrait aussi permettre d'intégrer des étudiant·es issus d'autres formations (BTS, autres spécialités de licence professionnelles, licences générales, reprises d'études...).

Au lieu de cela, les IUT portent aujourd'hui des licences professionnelles atypiques, les LP-BUT, qui sont de véritables "OVNI" dans l'Enseignement supérieur. Leur construction en UE-Compétences, sans compensation possible entre elles au semestre ou à l'année, et différentes entre spécialités (mentions) mais aussi au sein d'une même spécialité, rend les parcours des étudiant·es très rigides, limitant de fait toute entrée ou sortie en cours de formation. Ainsi, les lycéen·es qui s'inscrivent en LP-BUT s'engagent pour trois ans. Et si la sortie diplômante après les deux premières années (DUT) existe toujours – ce que le SNESUP-FSU avait porté et obtenu –, il en est fait très peu de publicité auprès des étudiant·es. Cela, ajouté à un nombre important de "Situations d'apprentissage et d'évaluation" (SAÉ) dans certaines spécialités, peut partiellement expliquer l'augmentation des abandons observés en première année de la LP-BUT dans de nombreuses spécialités.

En outre, l'architecture des LP-BUT est en contradiction avec l'accueil des BTS, question qui n'a pas pu être travaillée par les CPN faute de temps (et plus sûrement de volonté politique). Cette question se pose de manière criante cette année avec la fermeture de la plupart des licences professionnelles (LP) qui étaient proposées en un an et qui ont été plus ou moins intégrées dans la troisième année de la LP-BUT. Dans un modèle qui prévoit l'acquisition de

toutes les compétences sans compensation entre elles, l'intégration d'étudiant-es dans une troisième année du diplôme se heurte en effet potentiellement à la validation des compétences des deux premières années.

Ainsi, ce que les IUT faisaient très bien avec les anciennes LP devient très compliqué avec la LP-BUT, et cela au détriment des étudiant-es. Cette situation pèse lourdement sur les collègues qui témoignent de situations critiques dans les départements d'IUT où les équipes pédagogiques sont épuisées après deux années à mettre en place la LP-BUT et ses activités très chronophages (SAÉ, portfolio, etc.). S'y ajoutent parfois des tensions dues à un déséquilibre accru dans le volume horaire entre disciplines, selon qu'elles sont au cœur de métier ou transversales, ce qui conduit à des situations où, dans un même département, des collègues croulent sous les heures complémentaires, consacrent un temps non négligeable à rechercher des chargé-es de cours et à les encadrer, tandis que d'autres doivent chercher à compléter leur service.

Enfin, la forte incitation à ouvrir la troisième année de LP-BUT en apprentissage, pour pallier l'absence de moyens supplémentaires, entraîne un surplus de travail pour les collègues, une incertitude sur les ressources financières et nivelle vers le bas les attendus académiques (recommandation d'une diminution horaire autour de 20 %).

Le SNESUP-FSU rappelle son opposition à l'approche par compétences (APC) telle qu'imposée par cette réforme. Si l'APC est une méthode parmi d'autres susceptible d'être choisie par les équipes pédagogiques pour faire progresser les étudiant-es, son imposition comme modèle unique reste inacceptable.

Le SNESUP-FSU appelle les équipes à demander un bilan de la mise en place de la LP-BUT dans leurs IUT notamment sur :

- les taux de réalisation des programmes nationaux ;
- les taux d'abandon en première année ;
- les apports et écueils de la mise en place des SAÉ et de l'adaptation locale ;
- les passerelles entrantes et sortantes en BUT2 et BUT3.



Paris, le 9 juin 2023

SUIVEZ-NOUS !



SNESUPFSU



@SNESUPFSU